

1 mai 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de MM. François Hollande, Président de la République, et Enrico Letta, président du Conseil des ministres de la République italienne, sur les efforts au sein de l'Union en faveur de la croissance économique, à Paris le 1er mai 2013.

LE PRÉSIDENT : « Mesdames, Messieurs, j'ai accueilli pour la première fois, Enrico LETTA, le président du Conseil italien. Je l'avais invité dès qu'il a été choisi par le président de la République puis, ensuite, investi par les assemblées. Parce que l'Italie est un partenaire et même davantage qu'un partenaire. L'Italie est un ami de la France et nous soutenons tous ses efforts pour dépasser ce qui a pu, un moment, la freiner, c'est-à-dire une difficulté politique aujourd'hui surmontée. Nous voulons donner au président du Conseil italien, tous nos encouragements et tout notre appui.

Il connaît bien la France. Il a même suivi, un moment dans son parcours scolaire je crois dans les petites classes un enseignement en français. Vous en aurez, ici, l'illustration. Je crois même que me le confiait que son institutrice de Strasbourg cherche à le retrouver. Je lui dis donc : il est là et nous pouvons la mettre en contact avec lui !

Nous avons aussi besoin de l'Italie pour l'Europe. L'Europe a besoin de l'Italie, comme l'Italie a besoin de l'Europe. L'Europe a besoin de la France, la France a besoin de l'Europe. Parce que nous sommes liés, les uns les autres. Nous avons réussi ces derniers mois, et le concours de l'Italie a été précieux, à surmonter la crise de la zone euro. Le sommet européen de juin 2012 restera comme un sommet décisif pour la préservation de l'intégrité de la zone euro. Si, aujourd'hui, les taux d'intérêt ont pu fléchir, si la confiance a pu revenir, c'est bien parce qu'il y a eu des décisions qui ont été prises au sommet de juin 2012.

Nous avons donc une obligation, aujourd'hui, qui est de faire le même effort, mais cette fois-ci pour la croissance, pour l'activité économique, pour l'emploi et notamment celui des jeunes et de faire que l'Europe puisse ouvrir une nouvelle étape sans qu'il soit besoin de remettre en cause le sérieux budgétaire dont l'Italie a fait preuve et dont la France fait également la démonstration, c'est-à-dire la maîtrise de la dépense publique et le souci d'atteindre, à un horizon qui n'est pas trop lointain, mais qui doit être raisonnable, l'équilibre de nos comptes publics. Nous devons donc mettre la même détermination pour la croissance que celle que nous avons mise pour la stabilité de la zone euro et pour le sérieux budgétaire.

Nous avons besoin de toute l'Europe pour y parvenir, d'un compromis élevé au mois de juin. Nous avons un Conseil européen aussi au mois de mai, sur l'énergie. Je souhaite pour ma part qu'il y ait une grande politique de l'énergie en Europe, notamment en direction des énergies renouvelables, mais également d'une coordination de nos politiques énergétiques pour faire baisser le prix d'un certain nombre de sources d'approvisionnement ou d'énergie. Parce que c'est l'un des éléments de la compétitivité. Nous aurons aussi, à ce sommet du mois de mai, à confirmer notre volonté à lutter contre la fraude fiscale et les paradis fiscaux. Là encore, l'Italie et la France joindront leurs efforts.

Et au sommet de juin, je lui ai dit, nous aurons à donner des signaux clairs pour le soutien à la

croissance. Comment ? Par une meilleure coordination de nos politiques économiques, par l'Union bancaire à laquelle nous sommes très attachés. Cela a été, là aussi, l'un des résultats de l'action que nous avons pu mener, ces derniers mois, avec l'Allemagne, avec l'Italie, avec les grands pays qui étaient conscients que nous devions avoir des instruments de supervision des banques, de résolution des crises et de garantie pour les dépôts. Si nous voulons apporter des liquidités à nos entreprises, si nous voulons que la Banque centrale puisse intervenir dans de bonnes conditions, il faut parvenir à l'Union bancaire selon le calendrier prévu.

Comment remettre de la croissance ? En ayant des trajectoires de finances publiques qui correspondent à la réalité, sans, en aucune façon, relâcher nos efforts pour les réformes que nous devons mener et pour la consolidation budgétaire que nous devons assurer.

Voilà pourquoi j'étais tout à fait satisfait de l'échange que nous avons eu avec le président du Conseil italien et de savoir que nous pourrions travailler, l'un et l'autre, l'un avec l'autre, pour trouver, avec toute l'Europe et notamment avec l'Allemagne, les compromis indispensables. Parce que l'Europe ne peut avancer qu'ensemble ».

M. ENRICO LETTA : « Merci François, merci pour cette rencontre qui a été pour moi, pour nous, une rencontre très importante et très positive. Je dois dire que le taux de satisfaction pour les résultats de notre rencontre aujourd'hui est, de mon côté, de 100%.

On a discuté des questions importantes, les questions qui regardent naturellement le prochain Conseil européen de mai, mais surtout le Conseil européen de juin. On a parlé, aussi, naturellement de nos relations bilatérales et du prochain G8 £ mais surtout de la nécessité de faire en sorte que pendant le prochain Conseil européen de juin, sans perdre de temps l'Europe puisse être en situation de faire, sur la croissance, les choix à faire et qui ne sont pas alternatifs aux choix de la stabilité de nos budgets. Ces choix doivent se faire avec la même détermination que l'on a mise, pendant les derniers mois et les dernières années, pour la consolidation budgétaire. Il faut mettre là de la détermination. On va la mettre.

Il faut naturellement que ces politiques de croissance aient pour cible, premièrement, le travail. Aujourd'hui, c'est une journée particulière et il est très important que l'on parle, ici, de cela. Le travail, et surtout le travail des jeunes, pour l'Italie et pour moi-même, comme président du Conseil italien, aujourd'hui, c'est le cauchemar. Le vrai cauchemar, c'est le travail des jeunes et le fait que le chômage a monté d'une façon insupportable.

Il faut donc absolument que, sur cela, l'Europe soit vue par les jeunes et par les citoyens, non seulement comme la rigueur la rigueur est importante mais aussi comme une occasion et une opportunité de croissance et de travail. Cela est le point essentiel. Naturellement, pour donner du travail, il faut les conditions pour que les entreprises puissent donner du travail.

La première condition est le niveau des taux d'intérêt. C'est pour cela que nous croyons à l'Union bancaire. Comme François vient de le dire, elle est là, elle est décidée. Il faut la faire, il ne faut pas perdre de temps pour cela. C'est un premier point de solution et de succès avec l'union économique, budgétaire et politique. En ce qui nous concerne, nous voulons absolument continuer d'être, l'Italie, un protagoniste de cet élan et des discussions communautaires avec la cible du Conseil de juin et les objectifs que l'on veut chercher à atteindre.

Naturellement, je suis aussi très content et satisfait du fait que je viens d'avoir le vote de confiance du Parlement, il y a 24 heures. Je suis donc là en parlant de choses très concrètes. On a eu une discussion très concrète. Vraiment, donc, merci François pour cette opportunité et merci pour le travail que l'on va faire ensemble ».

QUESTION : « M. LETTA, aujourd'hui, vous êtes en France. C'est un pays qui a indiqué clairement que pour atteindre certains objectifs en matière de croissance, parfois il faut déroger aux objectifs budgétaires au niveau européen. Etant donné que, pour vous, la croissance et le travail sont aussi importants, est-ce que vous êtes prêts à garder l'objectif de l'équilibre budgétaire ? D'autre part, que vous voulez vous dire à vos alliés qui vous demandent d'être plus direct en ce qui concerne la taxe foncière et la tranche de juin ? »

QUESTION : « M. HOLLANDE, un sondage, dimanche ici en France, indique que 8 Français sur 10 voudraient un gouvernement d'unité nationale. Je me demande si vous regardez ce qui se

----- en Italie avec l'alliance du parti de M. LETTA et du parti de M. BERLUSCONI -----

« passe en Italie avec l'alliance du parti de M. LETTA et du parti de M. BERLUSCONI comme un laboratoire politique ? »

M. ENRICO LETTA : « Il faut attendre de voir si cela donne de grands résultats ! Dans ce cas, alors, très bien ! Mais c'est peut-être mieux d'attendre quelque peu

Pour répondre à l'autre question, ce soir, je vais me rendre à Bruxelles. Je vais rencontrer le président du Conseil européen et demain le président de la Commission européenne. Je vais confirmer, aux deux présidents, le choix qui a été pris par le Parlement italien, celui de respecter les engagements pris avec l'Union européenne. A l'intérieur de ce cadre, nous effectuerons les choix qui s'imposeront selon nous, de façon à ce que notre pays ait une marge de manœuvre, de façon à ce que la croissance soit au rendez-vous, de façon à ce qu'il y ait plus d'emplois et de façon à ce que la consommation soit encouragée.

D'un autre côté nous allons respecter les engagements pris et, dans ce cadre, nous allons travailler, ces prochaines semaines, à suspendre la tranche du mois de juin de la taxe foncière. Cette suspension est nécessaire afin de pouvoir revoir tout le système.

D'ailleurs, le ministre de l'Économie, qui est en fonction depuis 72 heures, doit considérer les différentes propositions dont on discutera au sein du Parlement. Il y aura un lieu de codécision le gouvernement et le Parlement puisque, comme vous venez de le dire, en Italie, nous avons créé un nouveau laboratoire politique. C'est pour cette raison que nous devons suivre cette méthode. D'ailleurs, je trouve que la polémique que j'ai constatée, en lisant les journaux d'aujourd'hui, ne correspond pas à la réalité. Afin de faire face à la situation actuelle, il faut tout d'abord suspendre le paiement de la tranche de la taxe foncière du mois de juin. Il faut par la suite discuter, à l'intérieur de notre majorité, à propos de la façon dont nous pourrions dépasser ou surmonter le choix pris concernant cette taxe foncière avec la confiance du Parlement. Je pense que c'est un élément fondamental de la méthode que nous allons suivre.

D'autre part, le rapport avec Bruxelles est fondamental parce qu'il faut que les politiques pour la croissance soient globales donc européennes. Il faut que la croissance redémarre grâce à la consommation intérieure. Si on oublie la dimension européenne, ce ne sera pas possible de faire des choix en Italie qu'on ne veut pas adopter au niveau européen. C'est pour cela que la première action concrète de mon gouvernement, suite à la confiance que mon gouvernement a reçue, est celle de voyager en se rendant à Berlin, à Paris, à Bruxelles. C'est une question de politique intérieure, non pas de politique étrangère. Parce que les engagements sur lesquels le vote de confiance a été reçu dépendent des choix européens qui sont partagés dans ces trois capitales Berlin, Paris et Bruxelles. C'est fondamental de suivre cette voie. Autrement ce sera très difficile d'atteindre les buts que nous avons indiqués ».

LE PRÉSIDENT : « Avant de répondre à votre question sur la vie politique française, je vais revenir sur la seule qui, à mes yeux, vaille, c'est-à-dire comment remettre de la croissance en Europe ? Comment nous y prendre ? Il y a quatre leviers.

Le premier est de mettre en œuvre, le plus rapidement possible, le pacte de croissance que j'avais proposé et que les Européens avaient souhaité engager au mois de juin dernier. De façon à ce que ces 120 milliards d'euros, en partie déjà affectés, puissent être utiles au soutien de la demande intérieure de nos pays respectifs.

Le second levier est d'avoir les taux d'intérêt les plus faibles. C'est vrai que c'est déjà le cas dans bon nombre de pays, notamment la France qui a, en ce moment, les taux d'intérêt les plus bas de son histoire je dis bien de son histoire. Mais, en même temps, il y a une difficulté de financement pour bon nombre d'entreprises, qui, malgré ces taux d'intérêts, n'accèdent pas à la liquidité. Et il y a des pays qui ont des taux d'intérêt trop élevés. Pour relancer la croissance, nous devons donc baisser les taux d'intérêt des pays qui ont, aujourd'hui, des charges trop élevées et assurer de la liquidité pour les petites et moyennes entreprises. Cela passe par l'Union bancaire, donc notre volonté de la mettre en œuvre.

Le troisième levier est la coordination des politiques économiques. Il y a des pays qui sont en récession, notamment ceux qui ont été amenés à faire des programmes d'austérité. Et il y a des pays qui ont des excédents de balance de paiements courants, de balance commerciale, voire même qui ont l'équilibre de leurs comptes publics. Il leur appartient, aux premiers de respecter

leurs engagements, aux seconds cest-à-dire aux pays qui sont en excédent de soutenir leur propre demande intérieure pour quelle puisse avoir des effets sur l'ensemble de la zone euro. Et enfin, pour avoir de la croissance, il faut avoir de la compétitivité. Cela relève des politiques que nous avons à mettre, les uns et les autres, en œuvre. C'est ce que nous faisons en France. Pour y parvenir, nous devons avoir des trajectoires de retour à l'équilibre des finances publiques qui puissent être adaptées à la réalité de l'économie et à cette nécessité de rétablir notre compétitivité. C'est à ces conditions-là que nous retrouverons de la croissance.

Mais d'ici là, il y a l'emploi des jeunes. Comme le disait Enrico, nous sommes dans un moment où le taux de chômage des jeunes, partout en Europe, est le plus élevé depuis des décennies. Il y a un programme qui a été décidé dans le cadre du budget européen. Un programme spécifique pour les jeunes. Une des manières de pouvoir joindre tous nos efforts serait d'anticiper, peut-être dès la fin de 2013, ce programme pour l'emploi des jeunes qui saurait donc à ce que nous pouvons faire, dans chacun de nos pays, pour réduire le chômage des jeunes et leur apporter des solutions immédiates.

Sur l'union nationale, elle n'est jamais un souhait. Elle est une obligation, dans certaines circonstances. Je pense que c'était le cas pour l'Italie. Cela pouvait être le cas dans certains pays où une coalition n'était pas envisageable simplement avec les partis d'une majorité, qui n'étaient pas la majorité ou qui n'avaient pas la majorité dans les deux assemblées. En France, nous avons la majorité dans les deux assemblées. Mais en France, il suffit d'avoir la majorité dans une des assemblées. C'est ce qui nous distingue de l'Italie. Je pense que c'est un bon modèle. Nous avons donc la stabilité, nous avons la majorité.

Mais ce qui compte aussi, c'est d'avoir la confiance du pays. Je pense qu'il y a des causes qui, à un moment, doivent rassembler. L'emploi, la compétitivité, l'Europe sont des causes qui doivent rassembler, au-delà des sensibilités. Il y a une opposition, il y a une majorité. Mais chacun doit prendre conscience de la période dans laquelle nous sommes. Comme président de la République, je suis attaché à ce qu'il y ait une cohérence dans nos institutions. Il y a une majorité. Cette majorité doit être respectée. Elle doit respecter également l'opposition. Mais ensuite, que chacun comprenne bien que dans ce moment de crise, qui est une crise exceptionnelle pour l'Europe, il y a toujours une nécessité à se mettre au niveau de l'enjeu et pas en-dessous ».

QUESTION : « J'ai une question pour chacun d'entre vous. D'abord, Monsieur le président du Conseil, vous avez dîné avec Mme MERKEL hier soir. Quelle est la conclusion de ce dîner ? Êtes-vous en plein accord avec la Chancelière sur la politique économique à conduire, sur la façon de relancer la croissance en Europe ou, comme M. François HOLLANDE, vous êtes dans un état dirons-nous de « tension amicale » avec la Chancelière allemande puisqu'il subsiste des points de désaccord. Comment vous situez-vous entre le président de la République française et la Chancelière allemande ?

Et j'ai une question pour le président de la République : vendredi dernier, le Parti socialiste vous savez la suite a fait un texte sur l'Europe. Avez-vous donné ce feu vert à ce texte qui critiquait la Chancelière ou le regrettez-vous ? Parce que, finalement, il dénote un certain populisme de gauche qui subsiste au sein du Parti socialiste français et qui peut, peut-être, être nuisible au bon climat qui devrait régner en Europe ».

M. Enrico LETTA : « C'est très facile. Le dîner s'est très bien passé. Je partage la même relation amicale que François avec Mme MERKEL. Je pense que nous devons faire ainsi que le prochain Conseil de juin soit un Conseil dans lequel on réussit à trouver des solutions qui sont bonnes pour tous. Je suis sûr que si nous trouvons des solutions qui sont bonnes pour nous, ce sera bien aussi pour l'Allemagne. Je ne partage pas l'idée de ceux qui pensent que des solutions qui sont bonnes pour faire repartir la croissance dans un pays comme l'Italie, c'est quelque chose de mauvais pour l'Allemagne. C'est ce que j'ai dit hier.

Tout se tient là parce que la demande est une demande européenne. On ne peut pas avoir une Europe dans laquelle tout le reste du continent se fonde et un pays ou deux pays ou trois pays qui vont bien. C'est le tout qui doit tenir. C'est pour cela que je suis absolument engagé à faire que la croissance soit mise en place au Conseil européen avec des mesures très claires, très précises,

avec l'anticipation de quelques-unes de mesures qui ont déjà été prises. Ce que François a dit est très important et on va naturellement y travailler.

En même temps, je partage l'idée que ce n'est pas une alternative entre la croissance et la rigueur et la consolidation budgétaire. Je suis donc sûr que nous allons trouver les bons accords et je suis sûr que France et Italie, ensemble, vont faire des choix qui vont aider l'Europe. Si ces choix vont aider l'Europe, ces choix vont aider aussi l'Allemagne »

LE PRESIDENT : « L'Europe, c'est 27 pays, bientôt 28. Avec des tailles différentes, des sensibilités politiques différentes, des situations économiques différentes. Il y a donc un débat, nécessairement, dans l'Europe, pour l'Europe. Mais nous avons cette obligation de trouver un compromis parce que l'Europe doit avancer. Le pire serait que nous soyons bloqués, incapables d'agir.

Depuis que je suis président de la République, j'ai toujours exprimé mes priorités : la croissance, l'emploi, le sérieux budgétaire, la stabilité au sein de la zone euro avec la volonté de trouver le compromis et notamment avec l'Allemagne. Pourquoi avec l'Allemagne ? Parce que la France et l'Allemagne ont une relation historique. Parce que la France et l'Allemagne ont une responsabilité en Europe, qui n'exclut pas les autres c'est le sens aussi de notre relation avec l'Italie mais qui nous donne encore plus de devoirs pour trouver maintenant le compromis sur la croissance.

Sur le texte du Parti socialiste, le seul qui compte à mes yeux, c'est celui qui vient d'être adopté par ce parti. Mais il ne vous a pas échappé que je ne suis pas le premier secrétaire du Parti socialiste. Je regarde donc ce que fait ce parti et en l'occurrence ce texte qui, pour moi, est le seul qui doit être lu par nos partenaires. Parce qu'ils lisent, c'est normal, ce que peut renvoyer un parti de gouvernement. C'est un texte qui n'a pas besoin, pour faire prévaloir un point de vue, de mettre en cause un leader en Europe ou un pays en particulier, surtout l'Allemagne. L'Allemagne et la France, nous devons travailler ensemble, quelles que soient les conjonctures, quelles que soient les personnalités qui dirigent, quelles que soient les sensibilités. Et avec Mme MERKEL nous avons toujours fait prévaloir ce point de vue ».

QUESTION : « J'ai une question pour M. LETTA. Vous avez parlé de la question de l'emploi, du travail. Aujourd'hui le ministre du Travail a dit qu'on pourrait changer la loi « Fornero ». Est-ce que vous partagez ce point de vue ? Croyez-vous qu'il faudrait changer, amender, la loi « Fornero » ? Si c'est le cas, de quelle façon pourrait-on la modifier ? Etant donné qu'au sein de votre majorité il y a des avis différents. D'autre part, M. LETTA, hier vous avez indiqué à Berlin que vous ne deviez expliquer à personne quelles seront les méthodes suivies pour respecter les engagements pris devant le Parlement. Demain, vous allez rencontrer M. BARROSO. Vous attendez la fermeture de la procédure pour excès de déficit, ce qui veut dire que le déficit italien restera à un niveau inférieur à 3%. Est-ce que vous allez faire cela demain déjà, ou est-ce que vous le ferez plus tard ? Vous avez encore quelques semaines.

Et pour M. HOLLANDE, vous allez parler de la croissance au Conseil européen de juin, vous parlerez également de l'Union économique ? Il y a des contrats obligatoires pour les réformes intérieures. Est-ce que vous allez accepter cette méthode, cette solution des contrats obligatoires ? Ou est-ce que pour réduire les difficultés de type social, allez-vous demander plutôt qu'il y ait un fonds européen qui puisse aider les pays à mettre en œuvre ces réformes obligatoires ? »

M. Enrico LETTA : « Pour répondre à votre première question, non je ne parlerai pas de cette question avec M. BARROSO demain mais par la suite. En deuxième lieu, en ce qui concerne votre question par rapport à la politique de l'emploi, bien évidemment je vais toujours suivre le discours que j'ai prononcé devant le Parlement. Bien évidemment, sur certains points, le texte de la loi « Fornero » est un texte qui est en train de créer des problèmes parce que nous traversons une période de récession, en particulier en ce qui concerne les contrats à durée déterminée. Je pense que si l'on n'était pas dans cette situation extraordinaire, ce texte serait valable. Mais aujourd'hui, il faudrait peut-être un peu moins de rigidité. C'est un point sur lequel il y a un large consensus à mon avis.

Sur cette deuxième question que vous m'avez posée, je pense effectivement que oui, il faudrait approfondir ce sujet, il faut faire des pas en avant. Il faut agir de façon à pouvoir coordonner les

politiques européennes pour l'emploi, pour le travail. De façon à montrer à nos citoyens qui perdent leur travail ou qui ne trouvent pas de travail, que l'Europe est en train de les aider. C'est un choix très important, c'est le choix le plus important que l'on pourrait faire.

Si au contraire, l'Europe démoralise les citoyens, tout cela va nous amener à un désastre démocratique. C'est un message très fort que je souhaitais donner hier à Berlin, et j'en ai parlé également avec François aujourd'hui. Il faut considérer que la voie à suivre est de montrer que l'Europe veut dire : bien-être, opportunité, croissance. Autrement si on considère que l'Europe est une « mauvaise mère », cela va constituer un grand problème démocratique, parce que les citoyens vont réagir contre cette Europe « mauvaise mère ». Je pense que c'est peut-être le message le plus important qu'on pourrait tirer de l'expérience italienne.

Nous avons trouvé une solution, un chemin, une voie, qui nous mènera à des résultats positifs à mon avis. À condition que l'Europe et que les leaders européens comprennent la situation et cette question démocratique qui est profondément liée à la perception de l'Europe de la part des citoyens. Il faut que l'Europe aide les personnes, il ne faut pas qu'elle frustre les gens ».

LE PRÉSIDENT : « C'est un point très important de notre rencontre de ce soir. L'Europe a un double défi à relever. Un défi économique : elle est la première puissance du monde. C'est-à-dire quelle est le continent qui doit entraîner le monde et pas le subir. Or, l'Europe est depuis cinq ans la zone qui connaît le moins de croissance dans le monde. Nous avons donc le défi d'assurer à notre Union un avenir dans le monde qui change aujourd'hui. Si nous n'y parvenons pas, alors, ceux qui anticipent le déclin, le déclassement de l'Europe et qui jouent sur les peurs, trouveront tous les terrains pour affirmer leur existence politique et demain faire prévaloir les pires sentiments.

Le défi, il est donc aussi politique. Ce n'est pas simplement de savoir comment l'Italie ou la France vont se sortir de la période. C'est de savoir si l'Europe aura encore demain un destin, un destin commun, ou si les égoïsmes nationaux auront tout emporté. C'est pour cela que nous sommes liés les uns les autres et que nous avons forcément un compromis à trouver, par-delà ce qui peut nous séparer, ou par-delà, comme je le disais, les situations différentes, par exemple l'Allemagne de la France, de l'Italie.

C'est cette question qui doit nous hanter. Parce que il se trouve que l'Italie, la France, l'Allemagne sont des pays fondateurs de l'idée européenne. C'est à Rome qu'a été signé le traité qui a constitué le marché commun. Nous avons donc cette responsabilité dans les prochains mois, de donner cette perspective, de donner cet espoir. Parce que ce qui est en cause, c'est non seulement l'idée européenne mais la stabilité politique dans nos pays respectifs.

Ensuite, sur les efforts que nous avons à faire. La France, en tout cas depuis que j'en ai la responsabilité, les engage. Notamment sur la question de la compétitivité, parce que c'est là que les écarts sont les plus importants. C'est la réforme du marché du travail, c'est le pacte de compétitivité et demain la réforme de la formation professionnelle et parce que nous en avons là aussi hérité la réforme des retraites.

Quant à la trajectoire budgétaire, elle doit être adaptée à ce que c'est la réalité de la croissance. Et pour bien montrer que nous ne cédonons en rien par rapport à nos obligations, nous maîtrisons la dépense publique. C'est donc sur la dépense publique que nous nous engagerons. C'est la discussion qui est en ce moment en cours avec la Commission européenne, les résultats seront connus justement à l'occasion du sommet du mois de juin ».

QUESTION : « Une double question. D'abord sur ce premier mai, jour de manifestation. C'est une tradition, mais d'autres cortèges sont déjà annoncés pour ce dimanche, pour les prochaines semaines. On sent le mécontentement des Français, on le mesure dans les enquêtes d'opinion. Votre lien avec les Français est-il rompu un an après votre élection ? Avez-vous encore une capacité à les convaincre, à entraîner leur adhésion ?

Puis une deuxième question sur une toute autre affaire. On parle depuis quelques heures de ce qu'il convient d'appeler l'« affaire GUEANT », du nom de l'ancien ministre de l'Intérieur. Il est question de financements, d'argent liquide, de pratiques à l'époque pour rémunérer un certain nombre de fonctionnaires. Quel regard portez-vous sur cette affaire ? »

LE PRÉSIDENT : « Sur la première question, il y a des cortèges pour le premier mai, et je

... respecte ceux qui sont dans ces cortèges et qui rappellent que le premier mai, cest la considération pour le travail et donc pour lemploi. Jentends ce message. Je ne fais pas la comptabilité, parce que ce nest pas au nombre de personnes dans la rue que lon mesure ce quest une aspiration, une revendication et parfois même une colère.

Pour ce qui concerne laffaire dont vous parlez, jai un principe, cest que les enquêtes doivent suivre leur cours et la justice travailler en toute indépendance. Et cest ce principe-là qui nous permet, justement, de donner aux Français une image différente du passé. Il faut aller jusquau bout. Vous savez que je suis attaché à la transparence. Ce qui menace nos démocraties, cest bien sûr le chômage, cest la crise économique, cest le désespoir. Mais cest aussi ce sentiment terrible quil pourrait y avoir une forme dimpunité. Il ny aura pas dimpunité en France. Pas dimpunité. La justice travaillera en toute indépendance et jusquau bout. Merci beaucoup ».